

Le Nigeria et le Tchad

Échec d'une politique de stabilisation du conflit

LE Nigeria n'est pas intervenu dans le conflit tchadien avant la fin des années soixante-dix. Durant toute cette période, la crise tchadienne n'a guère suscité de troubles le long de la frontière commune aux deux États. En outre, les autorités de Lagos étaient confrontées à de graves difficultés internes qui culminaient avec la guerre civile de 1967-1970. Cette épreuve incitait le gouvernement fédéral nigérian à traiter la rébellion contre le régime du président Tombalbaye comme un problème purement interne. Seul, le soutien semi-clandestin apporté en son temps par la France à la tentative de sécession du Biafra conduisait le général Gowon à s'inquiéter, dès 1970, de la présence de troupes françaises sur le sol tchadien. La volonté nigériane de réaliser une percée diplomatique en Afrique francophone se traduisait alors par un développement sans précédent des relations tchado-nigérianes, tant au plan bilatéral que dans le cadre de la Commission du bassin du lac Tchad. Les échanges entre le Nigeria et le Tchad restaient néanmoins limités, la frontière n'étant commune que dans les zones marécageuses du sud du lac Tchad — aujourd'hui encore mouvements migratoires et échanges commerciaux s'effectuent pour l'essentiel par l'intermédiaire du Cameroun.

A partir de 1977, le Nigeria est conduit à suivre de près l'évolution du conflit tchadien, d'abord en tant que membre du Comité de médiation de l'OUA chargé d'aplanir le différend frontalier avec la Libye, puis, un an plus tard, à la demande de la France et de la Suisse dont deux ressortissants sont retenus en otage dans la région du lac Tchad par la Troisième armée du

FROLINAT. Quelques mois après le succès de l'intervention nigériane, le ministre français des Affaires étrangères, Louis de Guiringaud, incite le gouvernement fédéral à soutenir par des initiatives concrètes la politique de réconciliation nationale du président Félix Malloum. La portée de la médiation entreprise dépasse très vite le cadre limité des rapports entre la Troisième armée et le gouvernement tchadien car les combats reprennent entre les FAT de F. Malloum et les FAN de Hissène Habré, son Premier ministre.

Au début du mois de mars 1979, avec l'aval des deux protagonistes, l'envoi d'une force tampon nigériane à N'Djamena permet l'instauration d'une trêve des combats et l'ouverture de la conférence de Kano à laquelle ils participent aux côtés de la Troisième armée rebaptisée MPLT. Un accord est finalement conclu qui préconise l'instauration immédiate d'un cessez-le-feu, l'établissement d'une force neutre nigériane dont la force tampon constitue l'amorce, la dissolution du gouvernement en place, ainsi que l'instauration du GUNT. Le rôle moteur joué par le Nigeria, avec l'assistance de la France, est sanctionné par l'annonce de la mise sur pied sous son égide d'une commission de contrôle chargée de surveiller la mise en œuvre de l'accord. Les décisions prises sont toutefois rendues caduques par la non-participation de nombre des factions tchadiennes aux négociations. L'organisation d'une seconde conférence à Kano, en avril, vise à remédier à cette situation en élargissant les bases de l'accord précédemment conclu. Elle s'achève par un échec, bientôt suivi d'une détérioration des rapports du Nigeria et de la Libye avec les forces tchadiennes signataires du premier accord de Kano. La rupture est consommée fin avril, lorsque ces dernières forment un GUNT dont le gouvernement fédéral refuse de reconnaître la légitimité. Le nouveau gouvernement tchadien exige alors le rappel des 850 soldats de la force tampon, rappel d'autant plus humiliant pour le Nigeria que le maintien des troupes françaises est requis parallèlement.

La pression militaire des forces soutenues par la Libye au nord du Tchad, l'embargo nigérian sur les livraisons de produits pétroliers et le refus de l'OUA de reconnaître la représentativité du GUNT vont contraindre ce dernier à participer à la conférence qui réunit en août 1979, à Lagos, toutes les parties au conflit. L'accord conclu est suivi de la formation d'un gouvernement transitoire élargi que préside Goukouni Weddeye et du départ des troupes françaises du Tchad. La décision de faire appel à une force neutre comprenant des soldats du Bénin, du Congo et de la Guinée va rester lettre morte faute de moyens.

L'accord se révèle un échec lorsque, durant l'année 1980, le GUNT est confronté à une reprise des combats avec les forces de

Hissène Habré. Désormais dirigé par un régime civil élu, le Nigeria adopte, face au regain des hostilités, une attitude de prudence qui s'avère de plus en plus contradictoire au regard de ses objectifs fondamentaux. Le refus de s'impliquer militairement aux côtés du GUNT conduit ainsi le gouvernement fédéral à entériner sa décision de faire appel à l'aide libyenne. En décembre 1980, le gouvernement fédéral pèse dans ce sens sur le déroulement des travaux du Comité spécial de l'OUA dont le communiqué final ne contient aucune référence à l'entrée des troupes libyennes dans N'Djamena. La situation est pourtant considérée comme inquiétante par le gouvernement nigérian qui a effectué diverses interventions auprès de la Libye.

En janvier 1981, au lendemain des émeutes religieuses de Kano, l'annonce d'une fusion prochaine entre le Tchad et la Libye suscite une spectaculaire redéfinition de la position nigériane : les membres du « bureau populaire » libyen de Lagos sont expulsés, le président Shagari intervient lui-même vigoureusement lors de la conférence de Lomé où douze chefs d'État de l'OUA condamnent le projet tchado-libyen, les consultations en matière de sécurité se multiplient avec les États de la région, mais aussi avec la France, lors de la visite à Paris du ministre nigérian des Affaires étrangères Ishaya Audu ; l'envoi de troupes nigérianes le long de la frontière avec le Tchad et l'accroissement spectaculaire du budget de la défense pour l'année qui s'engage (25 %) soulignent encore l'inquiétude que provoque la présence des forces libyennes aux confins du territoire nigérian. Nombre de décideurs considèrent que, loin de stabiliser le conflit, l'intervention libyenne constitue une menace pour la sécurité et la stabilité de la région. Dans les mois qui suivent, la diplomatie nigériane s'emploie à négocier directement avec la Libye et le Tchad un départ des troupes qui ne soit pas de nature à déstabiliser le régime de N'Djamena.

En novembre 1981, le retrait des forces libyennes est annoncé et le Nigeria accepte, après de très fortes réticences initiales, de fournir la principale composante de la force interafricaine envoyée sous l'égide de l'OUA. Les 2 000 soldats nigériens ainsi que les troupes sénégalaises et zaïroises sont placés sous le commandement d'un officier nigérian ; ils se refuseront à contenir l'offensive des forces de Hissène Habré contre le régime tchadien qui, pour sa part, restera hostile à toute négociation. Le retrait de la force interafricaine est finalement décidé en juin 1982, au lendemain de l'entrée des forces de H. Habré dans N'Djamena. Ainsi prend fin une coûteuse opération dont l'échec rejaillit indirectement sur le Nigeria. Depuis plusieurs mois, les difficultés économiques croissantes de la fédération, qui subit le contrecoup d'une

conjoncture pétrolière défavorable, incitent l'administration Shagari à une politique de repli qui va se confirmer. Durant l'année 1983, de sérieux incidents frontaliers éclatent néanmoins entre les forces armées du Tchad et du Nigeria.

A ce jour, la politique du Nigeria reste marquée par une série d'orientations contradictoires. En premier lieu, la volonté nigériane — particulièrement forte au début des années 1970 — d'affaiblir le poids de la France dans le jeu régional a constitué une importante motivation sous-jacente aux initiatives nigérianes en 1979 et en 1981. Cette détermination se heurte cependant aux choix du Nigeria en matière de développement, à l'orientation de ses élites et surtout à son souci de maintenir le statu quo politique et territorial dans la région, qui le portent à s'inquiéter des ambitions libyennes. Outre cela, le conflit tchadien a mis en exergue le hiatus entre les prétentions nigérianes à une influence régionale et les capacités économiques, financières et militaires du pays. A deux reprises, la présence au Tchad des forces armées nigérianes a souligné leurs carences opérationnelles au-delà des frontières de la fédération. En juillet 1984, le général Buhari, à la tête du Nigeria depuis le 29 décembre 1983, a réclamé un remboursement par l'OUA des sommes engagées par le Nigeria en 1981 comme préalable à toute participation de ses troupes à une action interafricaine au Tchad. Le souhait des États-Unis et de la France de faire appel au Nigeria afin de stabiliser le conflit tchadien s'est révélé un échec en 1979 comme en 1981-1982. La division des décideurs nigériens quant à la définition d'une ligne de conduite dans le conflit tchadien a été responsable de nombre des incohérences et revirements dans les politiques mises en œuvre. Les courants contradictoires qui parcourent la politique nigériane sont liés à l'intensité du sentiment de solidarité islamique que suscitent les initiatives libyennes auprès des décideurs du Nord nigérian ; mais aussi aux rapports entre populations frontalières qui ont pu laisser conclure durant une certaine période au soutien du Nigeria à un MPLT qui serait devenu le vecteur de ses ambitions dans le conflit ; enfin, les rapports difficiles durant la présidence Shagari entre le gouvernement fédéral et l'État de Borno, contrôlé jusqu'en 1983 par un parti d'opposition, ont été source de comportements conflictuels particulièrement sensibles durant l'année 1980.